

SITUATION SÉCURITAIRE

Les groupes armés en net repli

Depuis fin octobre 2011, la situation sur le front des activités terroristes n'alimente que très rarement la rubrique des attentats. Les informations publiées se rapportent beaucoup plus à des éliminations d'islamistes armés ou de défections dans les rangs d'Aqmi que de pertes dans le camp républicain.

Pour faire le point, nous avons appelé plusieurs contacts notamment ceux basés dans les localités de l'est de la wilaya de Boumerdès. Nous avons également longuement discuté avec un haut responsable sécuritaire, spécialisé dans la lutte antiterroriste.

La collecte de ces données et leur recoupement ont été faits bien avant la sortie médiatique du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, qui a déclaré que la situation sécuritaire dans le pays est en nette amélioration.

Le responsable sécuritaire, qui nous avait averti, rappelons-le, plusieurs mois (mars 2007) avant l'exécution des premiers attentats kamikazes de la forte probabilité concernant cette dérive aveugle et sanguinaire (attentats suicides), donne, à l'occasion, un avis d'expert. «Le terrorisme est en nette recule», dira-t-il. Bien que le simple citoyen n'a pas une vue d'ensemble, limitant par ailleurs son appréciation à la seule région où il vit, nous avons noté néanmoins que les appréciations de la situation sécuritaire des deux parties – les citoyens que nous avons questionnés et le responsable – ne divergent pas fondamentalement.

Les échos de nos diverses sources ne contredisent pas en effet l'optimisme de ce responsable. Ceci dit, le responsable sécuritaire se garde d'user de termes triomphalistes. En clair, la vigilance est toujours de mise. La centaine de terroristes, l'estimation est de l'officier, isolés, affamés et pourchassés dans les maquis de la Basse et la Haute-Kabylie, peuvent réagir comme la bête blessée et traquée. Le risque d'attentats, y compris des attaques de kamikazes, demeure mais ce il est largement revu, depuis quelques mois, à la baisse.

Optimisme et prudence

«C'est formidable ! La RN24 est rouverte, nous circulons plus librement et en sécurité, nous veillons également tard dans la nuit», nous dira au téléphone un membre des GLD (Groupes de légitime défense) installé à l'est de Dellys, non loin de la fameuse forêt de Mizrana. Il y a lieu de rappeler que la RN 24 (Alger-Azzefoun par le littoral) a été fermée pour des raisons sécuritaires, sur le tronçon entre Dellys dans la wilaya de Boumerdès et la ville de Tizirt, dans la wilaya de Tizi Ouzou, depuis plus d'une décennie.

«Effectivement, la sécurité s'est améliorée. Les services de sécurité sont présents partout, la peur a diminué et les affaires reprennent.» C'est en résumé ce que nous ont dit des citoyens et des membres de la société civile de Ammal, Dellys, Thénia, Zemmouri, Baghlia.

Nos interlocuteurs sont bien informés sur la situation sécuritaire de leurs localités. En revanche, un

ancien patriote de Sidi-Daoud reste sceptique. Pour preuve, il nous décrira la situation qui prévaut dans sa commune. «Il y a un groupe terroriste d'une vingtaine d'éléments, 16 d'entre eux sont essentiellement originaires de la commune de Sidi-Daoud qui bouge beaucoup. Ce groupe, qui est commandé par Djamel Hameb, monté au maquis en 1994, fait des incursions dans les villages des hauteurs de cette commune. Les terroristes circulent dans les montagnes, organisent des réunions et ramassent de l'argent. Ils disposent donc nécessairement de réseaux de soutien ou du moins d'informateurs.» Il précisera, par contre, que ces éléments ne commettent pour l'heure aucun attentat. Les terroristes se contentent, selon lui, de faire le va-et-vient entre les environs de Sidi-Daoud et le massif de Sidi-Ali-Bounab, dans la commune voisine de Laaziv.

La saignée

Quelles sont les raisons pouvant expliquer la diminution substantielle de la nuisance des terroristes ? C'était l'une des questions adressées à notre interlocuteur. Il nous en citera plusieurs. «Il y a d'abord le travail fait sur le terrain. Le quadrillage du territoire, le harcèlement et les pressions exercées au quotidien par les services de sécurité ne laissent aucun répit aux terroristes. Ce qui a pour résultats tangibles la diminution des effectifs des katibates toujours en activité. De plus, il y a le rejet du terrorisme par la population. Maintenant, les citoyens n'hésitent plus à refuser de leur verser de



Le harcèlement et les pressions exercées au quotidien par les services de sécurité ne laissent aucun répit aux terroristes.

Photo : Samir Sid

tenant plus aucun doute concernant la rupture entre la population, notamment les jeunes, et les salafistes armés. C'est désormais le tarissement des sources de recrutement. Sur ce point, une anecdote qui nous a été rapportée par des citoyens de Zemmouri est à méditer. Elle démontre, en outre, le changement de mentalité des jeunes par rapport à l'idéologie d'Aqmi.

Par le passé, lorsqu'une personne est embarquée dans le cadre de la lutte antiterroriste par les services de sécurité, les jeunes de Zemmouri, fief de la sinistre katibat El Arkam impliquée dans la majorité des attentats kamikazes commis dans la région centrale de la wilaya de Boumerdès, disaient que la personne en question «a un problème avec Eddoula» (comprendre avec

Une autre victoire, plus importante que celle contre les seriate et les éléments armés, est à inscrire au bénéfice des services de sécurité. Il s'agit de la neutralisation du plus gros des effectifs des réseaux de soutien.

«Lorsqu'un terroriste descend lui-même jusqu'à un douar isolé pour acheter un sachet de lait pour survivre, cela signifie que les réseaux de soutien font défaut», rappellera l'officier supérieur. Sans ces réseaux, les chefs terroristes sont effectivement «aveugles» et ne peuvent se mouvoir sans risque de rencontrer les services de sécurité. Ce qu'ils ne peuvent plus se permettre. La capacité d'affronter militairement les forces de l'ordre leur a été enlevée depuis longtemps. L'officier rappellera un autre fait qui démoralise davanta-

corde entre seriate ou émirs se rapporte, selon notre interlocuteur, à l'assassinat des repentis ; acte refusé par les éléments du GSPC. Le partage de l'argent du racket et la question du leadership ne font sans doute qu'attiser la violence entre émirs.

Est-ce le tournant décisif de la lutte antiterroriste ? Cela dépend de la prise en charge de l'aspect politique de cette guerre.

2012, année cruciale

Le plus pessimiste des citoyens ne peut nier un fait : les services de sécurité sont en voie d'obtenir une seconde victoire militaire contre les islamistes armés. Seconde parce que, tout simplement, la première, celle obtenue à l'orée des années 2000, n'a pas été totale.

A cause des manœuvres politiques et la mauvaise interprétation de la loi sur la réconciliation nationale, le relâchement qui s'en était suivi a permis aux terroristes de se réorganiser et de recruter massivement. Résultat : la liste des victimes a été rallongée de milliers de noms et la facture des dégâts gonflée de plusieurs centaines de milliards.

L'officier n'est pas d'accord avec une partie de cette analyse et affirme qu'«aucun texte de loi n'a jamais interdit ou ralenti la poursuite de la lutte antiterroriste, bien au contraire». Il est clair qu'aucun patriote ne souhaite la répétition de cette immense erreur. En tout cas, l'optimisme de cet officier et des citoyens doit être soutenu par des décisions militantes et audacieuses pour asseoir la victoire sur Al Qaïda et son idéologie mortelle.

Notre pays est, en effet, à la croisée des chemins. 2012 est une étape cruciale pour arracher cette victoire. Tout Algérien qui a souffert durant ces deux dernières décennies dira sans aucun doute que la bonne gouvernance, la justice sociale, la lutte contre la corruption et toutes formes d'abus sont les clés de cette réussite. Dans le cas contraire, les Algériens prépareront le lit d'une autre crise.

Abachi L.



Attentat kamikaze contre le siège de la brigade de gendarmerie de Aït Aïssi (Tizi Ouzou) le 25 juillet 2010.

Photo : NewPress

l'argent. Il est vrai, les terroristes ne viennent plus en groupes de vingt ou trente individus armés pour racketter les familles isolées. Mais le citoyen a moins peur.» Effectivement, s'agissant du rejet du terrorisme, il ne subsiste main-

l'Etat ou le pouvoir.) Présentement, pour une situation similaire, les mêmes jeunes disent que la personne en question «a un problème concernant le terrorisme». L'évolution sémantique est révélatrice d'un nouvel état d'esprit.

ge les terroristes. Il s'agit des affrontements, pour des raisons idéologiques, entre les anciens de GSPC (Groupe salafiste de prédication et de combat) et ceux issus des GIA (Groupes islamiques armés). Le principal point de dis-